



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

DECLARATION PREALABLE DE LA FSU 91 AU CSA-SD DU JEUDI 14 MARS 2024

Madame la Directrice Académique,
Mesdames Messieurs les membres du CSA-SD,

Avant de commencer notre propos liminaire, comme chaque année, la FSU souhaite remercier vivement et chaleureusement les services de la DOS pour tout le travail accompli, pour la qualité de ce travail et des échanges dans un temps pourtant très contraint et dans un contexte de fortes tensions sociales.

Trois ministres depuis 6 mois. 5 depuis mars 2022. Cette valse ministérielle aura été sans cesse à contretemps, aggravant la crise que traverse l'Éducation nationale. Rythme effréné des annonces puis mensonges et provocations et maintenant, le retour des ordres et contre-ordres. Quelle crédibilité accorder alors à la parole politique ? Les différentes réformes envisagées ne vont faire que renforcer les dégradations des conditions de travail des personnels et les inégalités déjà existantes entre les élèves, et entre le public et le privé. Les ministres passent, se contredisent, et pendant ce temps, l'École publique est au bord de l'effondrement. L'instance d'aujourd'hui, qui examine les postes mis au mouvement dans les établissements du 2nd degré, illustre malheureusement cette entreprise de sape.

Les chiffres communiqués avant le GT sont sans appel : 89 créations contre 86 suppressions. On ouvrirait donc seulement trois postes, alors que le département verra naître un nouvel établissement – le collège Claudine Hermann à Massy – et accueillera par ailleurs 1405 élèves supplémentaires à la rentrée 2024 ? Cherchez l'erreur... Ce phénomène contre-nature s'analyse, parce qu'il répond à des choix politiques conscients et cruels que nous vous proposons d'identifier ici.

Premier choix : l'augmentation des HSA. En augmentant la charge de travail de chaque enseignant, en décidant depuis 2019 la mise en place d'une deuxième heure supplémentaire imposable, on réduit inexorablement le taux d'encadrement et on modifie sensiblement et progressivement la conception du métier et du statut, en s'inquiétant de la pérennité des postes si le taux d'HSA baisse. Ce cercle vicieux s'inscrit et se construit dans un contexte d'inflation et de paupérisation : on fait pleuvoir les réformes pédagogiques, mais on n'écoute pas les revendications salariales de tout le corps enseignant qui, pour vivre décemment, doit accepter ces heures supplémentaires.

Deuxième choix : la contractualisation. Dans ce contexte d'inflation et de paupérisation, la crise du recrutement ne cesse de s'aggraver et les postes restés vacants sont pourvus par des collègues contractuels qu'on maltraite en les privant de formation, en les précarisant, en leur imposant des missions faute de pouvoir mieux les payer. La FSU rappelle ici sa revendication d'un plan de titularisation et de formation pour tous les enseignant.es contractuel.les et condamne la politique du ministère : ce n'est qu'avec des mesures salariales sans contrepartie que nous pourrions renforcer l'attractivité des métiers et protéger nos statuts.

Troisième choix : la réformite aiguë. Évidemment, avec moins d'adultes devant les élèves et avec toujours plus d'adultes de moins en moins formés, on construit l'échec scolaire et on veut le résoudre ensuite à coups de réformes. Comme les ministres, c'est la valse ! Chaque réforme entraîne son lot de suppressions de postes et permet avant tout de gérer la pénurie de professeur.es dans certaines disciplines, en fragilisant un peu plus les apprentissages de nos élèves, en dégradant leurs conditions d'accueil et nos conditions de travail. L'insécurité professionnelle provoquée par la dernière réforme du lycée général et par les changements permanents de grilles horaires en lycée professionnel impose aux établissements une

logique de prudence : pourquoi créer des postes aujourd'hui, si c'est pour les fermer demain à la prochaine réforme ? pourquoi créer des postes aujourd'hui, si c'est pour les fermer quand les choix de spécialités des élèves évolueront ?

C'est pour contempler ce tableau désastreux que nous nous réunissons ce matin. La FSU dénonce fermement la situation des postes dans le département et s'opposera avec force à cette politique inique le mardi 19 mars 2024 dans le rassemblement essonnien devant la préfecture à 10h30 et dans la manifestation parisienne à 14h. Elle appelle tous les personnels du service public d'Éducation à se mettre en grève et à se mobiliser massivement pour défendre leurs métiers, leurs salaires et leurs élèves. Le ministère doit prendre la mesure de la casse qu'il orchestre et du modèle élitiste qu'il construit.

Dans ce tableau désastreux, seuls les privilégiés survivront, en évitant le Choc des Savoirs, en se repérant dans le dédale de ParcoursSup, en échappant au manque de places en voie professionnelle. Dans ce tableau désastreux, on oublie les élèves les plus fragiles : 22 postes de coordonnateurs ULIS étaient vacants à la rentrée 2023, combien le resteront à la rentrée 2024 ? Des centaines d'élèves allophones sont restés déscolarisés cette année, combien de dispositifs UPE2A ouvriront à la rentrée prochaine ? Dans ce tableau désastreux, personne ne peut se satisfaire en technologie des 10 suppressions annoncées, en SII des 35 postes vacants qui le resteront faute d'enseignants dans cette discipline, au moment où la priorité est à la création de postes dans la toute nouvelle discipline Numérique et Sciences Informatiques. Qui privilégie-t-on ? Les lycéens de la voie générale promis à un bel avenir d'informaticien ou nos collégiens et nos lycéens de la filière STI2D que plus personne n'arrive à promouvoir ? Dans ce tableau désastreux, on supprime aussi 3 postes de lettres classiques et 3 postes d'allemand. Voilà encore un bel exemple d'ouverture culturelle, héritée des dernières réformes ! Dans ce tableau désastreux, on annonce la suppression de 4 postes en EPS dont 3 dans la seule commune d'Evry, alors que nos collègues ne cessent d'alerter sur la situation de leur discipline. À quatre mois de l'ouverture des JOP Paris 2024, une mobilisation nationale des professeur.es d'EPS à l'initiative du SNEP-FSU est programmée demain, vendredi 15 mars, à Paris. Il s'agit là d'adresser au gouvernement, un signal fort pour qu'un véritable héritage des JOP voie le jour, en refusant toutes les mesures cosmétiques répandues dans les médias tel que les 30 minutes d'APQ à l'école primaire ou les « 2 heures de sport » au collège qui touchent très peu d'élèves et ajoutent de la confusion autour de la discipline EPS. Face à la montée en puissance de la sédentarité, le risque d'une catastrophe sanitaire s'accroît d'année en année sans que nos pouvoirs publics ne réagissent vraiment. L'heure n'est plus aux beaux discours. Une jeunesse plus sportive et en bonne santé, ne pourra advenir sans un changement profond.

Nous terminerons cette déclaration en nous arrêtant enfin quelques instants sur la situation des postes de nos collègues CPE et professeur.es documentalistes, qui offrent un parfait et triste exemple de cette politique maltraitante que nous subissons depuis des décennies. Alors que leur fonction est plus que vitale dans les établissements, alors que leurs métiers apportent un accompagnement indispensable à l'émancipation de nos élèves, alors que toutes et tous œuvrent au quotidien dans des climats de plus en plus dégradés et dans des établissements de plus en plus saturés, le choix est fait de ne pas créer de postes supplémentaires, si ce n'est à Massy dans le nouveau collège. Comment comprendre que l'Essonne reste si dépouillée ? Comment accepter que les créations de postes de CPE entraînent irrémédiablement une suppression ailleurs ? Tous les collèges et les lycées du département exigent une vigilance accrue, mais la situation qui nous est présentée aujourd'hui ne peut qu'augmenter l'inquiétude des personnels sur les climats scolaires des établissements. La FSU exige la mise en place d'un plan d'urgence pour les vies scolaires à la rentrée prochaine et portera ces revendications au CSA-SD sur l'assistance éducative au mois de juin prochain.